

À Carnac, «colère» et «consternation» après l'emballement autour de la destruction de petits menhirs

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 40 minutes,
Mis à jour il y a 19 minutes

[Copier le lien](#)



39 blocs de pierre datant du néolithique auraient été détruits dans le cadre de la construction d'un magasin Monsieur Bricolage. *Capture Google Maps*

Église taguée, menaces de mort et protection policière... Le scandale des 39 petits menhirs détruits pour y construire un magasin de bricolage provoque de vives réactions dans la petite ville bretonne.

« *On a menacé de brûler ma maison* », s'indigne Olivier Lepick, le maire de Carnac (Morbihan), où la polémique née de la destruction dans une zone commerciale de menhirs dont la valeur fait débat, suscite la « *consternation*. ». « *On a menacé de me tuer parce que j'étais un vendu* », ajoute l'élus (Horizons), qui a reçu l'AFP à son

domicile, dans cette commune du littoral breton de 4200 habitants. « *L'une de mes filles, âgée d'une vingtaine d'années, a même reçu des messages me visant sur son Instagram personnel (...) Je suis en colère de voir ma femme, mes enfants, mis en cause et menacés* », dénonce M. Lepick, qui va porter plainte.

Depuis vendredi, la gendarmerie effectue des patrouilles régulières autour de sa maison, sur décision du sous-préfet de Lorient. L'affaire a éclaté début juin quand Ouest-France a révélé l'existence d'un billet de blog d'un archéologue amateur de Carnac affirmant qu'une quarantaine de petits menhirs avaient été détruits dans un chantier de construction d'un magasin de bricolage. Plusieurs médias ont ensuite « *repris sans vérifier en illustrant ce reportage avec les images des alignements* », fustige le maire. Des médias, dont l'AFP, ont utilisé des photos des fameux alignements, ce qui a selon lui contribué à entretenir la confusion avec les petits menhirs détruits dont la valeur archéologique ne pourra plus être établie.

Mondialement connu, ce site mégalithique classé au Centre des monuments nationaux regroupe près de 3000 menhirs. Une demande d'inscription au Patrimoine mondial de l'Unesco devrait être déposée fin 2023, selon la ville de Carnac. Réagissant à l'émotion suscitée par cette affaire, la Direction régionale des affaires culturelles (Drac) de Bretagne a souligné le « *caractère encore incertain et dans tous les cas non majeur des vestiges* » trouvés lors des fouilles préventives de 2015. Le maire avait attesté de son côté avoir « *parfaitement respecté la législation* » et invoqué lui aussi « *la faible valeur archéologique* » des pierres retrouvées.

Mais cela n'a pas suffi à apaiser la situation et l'église Saint-Cornély, datant du XVII^e siècle, a été taguée dans la nuit de samedi à dimanche. « *Tout raser comme les menhirs* », pouvait-on encore lire sur la façade d'entrée de l'édifice lundi. L'inscription, à demi-effacée, suscite la curiosité de certains passants ou touristes qui s'arrêtaient pour la prendre en photo.

Enquête en cours

« *Je trouve que le maire a fait une très grave erreur. Évidemment, cela ne justifie jamais les menaces de mort et le fait qu'il soit sous protection, cela va très loin* », déplore auprès de l'AFP Agathe Lecoulant, étudiante en sciences politiques de 21 ans, qui visite le sud de la Bretagne avec une amie. Le préfet du Morbihan Pascal Bolot, qui s'est rendu à Carnac dimanche, a également condamné « *ces agissements ainsi que les comportements inacceptables dont l'élu et sa famille sont victimes* », dans un communiqué de presse. Ce document a même été scotché sur le panneau

d'affichage du permis de construire, en règle, du magasin de bricolage. « *C'est scandaleux, les menaces qui ont été faites au maire, les tags sur l'église. Je suis écœuré par ce genre de choses* », se désole de son côté Christian Obeltz, l'auteur du billet de blog, à l'origine d'un emballement médiatique qui a suscité beaucoup d'incompréhension.

« *Il y a eu un vice de forme, je ne sais pas qui c'est, mais je n'ai accusé ni la mairie, ni la Drac, ni l'architecte des Bâtiments de France* », rappelle l'archéologue amateur. Deux petits partis autonomistes bretons, le Parti Breton et l'Union démocratique bretonne (UDB), ainsi que le député Les Républicains (LR) des Côtes-d'Armor Marc Le Fur ont réclamé une enquête pour définir les responsabilités. « *On saura peut-être de cette façon quel est le dysfonctionnement* », indique Christian Obeltz. De son côté, le maire de Carnac espère que cette affaire permettra « *un renforcement des contrôles* » sur les sites qui pourraient abriter des vestiges archéologiques. « *On ne sait pas s'il s'agissait de menhirs et on ne le saura jamais malheureusement, car au terme de cette bourde administrative, le site archéologique a été détruit* », précise Olivier Lepick.

La rédaction vous conseille

- [«À Carnac, on détruit l'enracinement»](#)
- [Menhirs détruits à Carnac : l'église de la commune visée par des tags](#)
- [Objectif Unesco : les mégalithes de Carnac à l'assaut du patrimoine mondial de l'humanité](#)
- [Découvrez la collection «Le meilleur du prix Goncourt»](#)

Sujets

[Bretagne](#)[Construction](#)[Archéologie](#)

À lire aussi

Bronzes restitués au Nigeria: l'Allemagne divisée après le transfert de 22 objets à un chef traditionnel

Menhirs détruits à Carnac : l'église de la commune visée par des tags

Une nouvelle portion de la voie romaine qui reliait Rennes à Angers découverte en Bretagne

